

TALSMANDENS GRUPPE
PRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

Brussels, January 1977

REPORT ON THE ECONOMIC SITUATION IN THE COMMUNITY¹

The Commission has published its report on the economic situation in the Community for the second half of last year and the outlook for 1977.

In the general introduction, the Commission notes that the recovery which had slackened in the spring, eventually moved into a phase of moderate growth. However, the disparities between countries grew wider: export demand expanded, - though more slowly - everywhere, but internal factors continued to contribute to growth in only a few Member States. In the other Community countries, real domestic demand remained weak.

For 1976 as a whole, the volume of the Community's gross domestic product grew by almost $4\frac{1}{2}\%$, as against a fall of 2.2% in 1975. The number of wholly unemployed remained high throughout the year and the tendency for short-time working to decline was actually reversed in the autumn. As an average for the full year, the unemployment rate (wholly unemployed) is estimated at about $4\frac{1}{2}\%$, as against 4% in 1975.

Most of the Member States had to contend with increasingly severe constraints as a result of the combined impact of several factors: the limited scale of the revival of demand from countries outside the Community, the rise in world commodity prices, exceptional weather conditions, and the difficulty in reducing costs and scaling down budget deficits. As regards prices and payments balances, the differences due to the fact that the impact of these constraints varied from country to country were further amplified by major changes in exchange rates.

Despite the success achieved by a growing number of Member States - and more especially by the Federal Republic of Germany - in their fight against inflation, the rise in internal prices in the Community tended to gather momentum during the second half year. At the retail stage, for the full year, it probably exceeded 10% for the Community on average, compared with $12\frac{1}{2}\%$ in 1975. The Community's trade balance with non-member countries deteriorated sharply early in the year and in the summer. Despite the persistence of substantial surpluses in the Federal Republic of Germany and the Netherlands, it is estimated that the current account closed with a deficit of some \$9 500 million for the year as a whole, compared with the modest surplus of \$500 million achieved in 1975.

It is exceptionally difficult to predict developments for the coming year. The conditions which must be fulfilled if equilibrium is to be

¹Quarterly survey 4/1976.

maintained or achieved are by no means the same in the various countries, and this factor, aggravated by others, for example, differences in the rate of output, is bound to inhibit expansion for the Community taken as a whole. However, in so far as the results of the stabilization policies embarked upon by the deficit Member States are favourable, and the level of economic activity does not decline unduly in the surplus countries, both inside and outside the Community, the Community's gross domestic product should grow by some 3% in real terms in 1977. The weakness of this expansion will affect the labour market, especially since in most Member States it will be largely attributable to insufficient fixed investment. It is therefore conceivable that the unemployment rate will rise slightly.

Inflation should lose a little momentum, especially if the countries in the least favourable situations in this respect succeed in making substantial progress during the year, despite the new rise in oil prices. However, failing a sharp switch in current trends, the upward movement will not be sufficiently moderated and disparities will remain excessive, especially for retail prices. Externally, despite the foreseeable worsening in the terms of trade, the deficits should contract: for the Community as a whole, the balance of payments on current account should show a recovery.

In its report, the Commission also examines the major economic policy problems which confront the Community and which in 1977 will impose severe constraints on the Member States: continuing to bring down inflation rates, improving payments equilibrium, stimulating investment and above all reducing unemployment.

Given the considerable disparities which persist, there can be no question of advocating uniform short-term economic policies and stabilization policies for the various countries: these policies must be framed with proper regard to the circumstances prevailing in each country. This implies closely coordinated action within the Community, which should make it possible to lay the foundations for lasting growth and for a substantial reduction in unemployment.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

Bruxelles, Janvier 1977

RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE (1)

La Commission des Communautés européennes vient de rendre public son rapport sur la situation économique de la Communauté durant la seconde moitié de l'année écoulée et les perspectives d'évolution pour 1977.

Dans la partie analytique de ce rapport, la Commission constate que la reprise économique, dont le rythme s'était ralenti sensiblement depuis le printemps, a finalement débouché sur une phase de croissance tempérée. L'évolution s'est cependant plus nettement différenciée d'un pays à l'autre. En effet, si la demande extérieure s'est développée partout à un rythme ralenti, les facteurs internes d'expansion n'ont continué d'agir que dans quelques Etats membres. Dans les autres pays de la Communauté, la demande intérieure en termes réels est demeurée faible.

Pour l'ensemble de l'année 1976, la croissance du produit intérieur brut de la Communauté en volume se sera élevée à près de 4 1/2 %, contre une baisse de 2,2 % en 1975. Le nombre de chômeurs complets est demeuré élevé tout au long de l'année et la tendance à la résorption du chômage partiel s'est même renversée au cours de l'automne. En moyenne de l'année 1976, le taux du chômage complet atteindrait environ 4 1/2 %, contre 4 % en 1975.

Des contraintes de plus en plus sévères ont résulté, pour la plupart des Etats membres, de la conjonction de divers facteurs négatifs: l'ampleur limitée de la reprise de la demande émanant des pays tiers, la hausse des cours mondiaux, les conditions climatiques défavorables, et enfin la difficulté de réduire les coûts et d'alléger les déficits budgétaires. Les divergences entraînées par l'intensité variable de ces contraintes ont été accentuées, sur le plan des prix et des balances de paiements, par d'importantes modifications des taux de change.

En dépit des succès remportés par un nombre croissant d'Etats membres - et plus particulièrement par la République fédérale d'Allemagne - dans leur lutte contre l'inflation, la hausse des prix intérieurs dans la Communauté a eu tendance à s'aviver au cours du second semestre. Au stade de la consommation et pour l'ensemble de l'année, elle devrait dépasser 10 % en moyenne de la Communauté, contre 12 1/2 % en 1975. Sur le plan extérieur, la balance commerciale de la Communauté s'est fortement détériorée jusqu'à l'automne. Quant à sa balance des paiements courants, malgré la persistance d'excédents substantiels dans la République fédérale d'Allemagne et aux Pays-Bas, elle devrait se solder, pour l'ensemble

./.

(1) Rapport trimestriel no. 4/1976

de l'année, par un déficit de quelque 9 1/2 milliards de dollars, à mettre en regard du léger surplus d'un demi-milliard de dollars obtenu en 1975.

En ce qui concerne les perspectives pour 1977, la Commission constate qu'elles sont des plus incertaines. Aux disparités de situation d'un pays à l'autre quant aux conditions de l'équilibre s'en ajouteront d'autres, en ce qui concerne notamment l'évolution de la production, ce qui ne peut manquer de modérer le rythme de croissance économique pour l'ensemble de la Communauté. Toutefois, pour autant que les politiques de stabilisation entreprises par les Etats membres déficitaires aboutissent à des résultats positifs et que la conjoncture ne fléchisse pas outre mesure dans les pays excédentaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté, le taux de croissance en termes réels du produit intérieur brut de la Communauté devrait atteindre 3 % environ en 1977. La faiblesse de cette expansion affectera d'autant plus le marché de l'emploi qu'elle aura été largement imputable dans la plupart des Etats membres, à l'insuffisance des investissements fixes. Aussi n'est-il pas exclu que le taux de chômage n'augmente légèrement par rapport à 1976.

Par ailleurs, il y a lieu de s'attendre à un certain ralentissement de l'inflation, surtout si les pays dont la situation est la moins favorable à cet égard parviennent, en dépit du nouvel enchérissement du pétrole, à réaliser de substantiels progrès dans le courant de l'année. Toutefois, en ce qui concerne plus particulièrement la hausse des prix à la consommation, l'évolution actuelle ne devrait aboutir qu'à une modération insuffisante et les disparités resteront excessives. Sur le plan extérieur, malgré la détérioration prévisible des termes de l'échange, une amélioration des positions déficitaires est à prévoir: pour l'ensemble de la Communauté, la balance des paiements courants devrait accuser un net redressement.

La Commission examine également, dans son rapport, les principaux problèmes de politique économique qui se posent dans la Communauté et qui, en 1977, imposeront des contraintes sévères aux Etats membres: continuer d'abaisser les taux d'inflation, améliorer l'équilibre des balances de paiements, stimuler la propension à investir des entreprises et surtout réduire le chômage.

Etant donné les disparités considérables qui subsistent entre Etats membres, une différenciation appropriée de la politique conjoncturelle et de la politique de stabilisation apparaît comme une impérieuse nécessité. Elle implique une action étroitement coordonnée au sein de la Communauté, qui devrait permettre de jeter les bases d'une croissance durable et d'une réduction substantielle du chômage.